

Les Etats désunis d'Europe

Analyse

par Piotr Smolar
Service International

Depuis vingt ans, ils construisent une maison sans plan d'architecte.

Les Européens n'ont jamais répondu au dilemme entre élargissement et approfondissement. La chute du mur de Berlin aurait dû provoquer ce rendez-vous. Mais on a préféré poursuivre l'extension vers l'Est et le Sud-Est sans définir les frontières ultimes de l'UE. « *On avance en marchant* », nous disait-on. Malgré la réussite éclatante de l'élargissement en 2004 (Pologne, République tchèque, etc.), un sentiment de fuite en avant s'est imposé.

Quant à l'approfondissement, on s'est arrêté à l'euro. Le pari était que l'intégration politique suivrait forcément, par paliers. Faux. Les intérêts nationaux ont repris le dessus. Aujourd'hui, dans la fièvre générale, la France et l'Allemagne essaient d'imposer un simili de gou-

Le pari était que l'intégration politique suivrait forcément, par paliers. Faux. Les intérêts nationaux ont repris le dessus

vernance économique, une camisole passée aux Etats en faillite. Quelle ironie de voir la France « délinquante », qui a si peu respecté les critères de Maastricht sur l'endettement, se métamorphoser en gendarme !

C'est justement lors du débat sur le traité de Maastricht, signé en 1992, que ce défaut de fabrication dans l'Europe politique avait émergé. Il était remonté à la surface lors du référendum français sur le traité constitutionnel en 2005. Pour une majorité d'électeurs, l'Europe ressemblait davantage à une soumission qu'à une espérance. Les pères fondateurs de l'Europe avaient voulu la paix et la prospérité sur le

continent. Que faire lorsque la première paraît acquise, et la seconde déjà perdue ?

Depuis, l'idée même d'un référendum sur l'Europe suscite l'effroi. Les dirigeants ont peur de leurs peuples aux abois, laminés par la crise. Seuls les gouvernements polonais et estonien ont été reconduits lors d'élections législatives en 2011. Une tendance prospère : le repli sur soi, sur sa famille, sur son identité.

Pour éviter cette impasse, l'Europe a besoin d'institutions plus souples, confortées par le vote des citoyens. Les capitales ne pourront reporter sans fin l'enjeu de la légitimité démocratique de Bruxelles. La Commission européenne, invisible dans cette crise, ne souffre pas seulement de la pâleur de son président, José Manuel Barroso, et de son orientation libérale. Son premier handicap est son mode de désignation indirect.

Alors, faut-il des Etats-Unis d'Europe ? Méfions-nous des slogans. Ce dessein paraît inaccessible. Il existe une limite à ne pas dépasser dans l'intégration politique, sous peine d'accentuer les crispations identitaires. La nation ne sera jamais une bannière ringarde.

Chaque pays a ses traditions, sa mentalité. Il ne serait pas réaliste, par exemple, de vouloir imposer une législation unique en matière de mœurs. Mais on peut avancer ailleurs ; créer une police aux frontières communes, ou encore harmoniser la vie publique (statut des élus, financement des partis, etc.).

Surtout, l'intégration doit se concrétiser en matière économique. Cela concerne aussi bien la préparation des budgets, la lutte contre les paradis fiscaux, l'harmonisation de la fiscalité, les grands chantiers et la révision de la politique agricole commune. Faut-il avancer à vingt-sept Etats, à dix-sept, à deux ? Si l'avenir de l'Union européenne réside dans la constitution de plusieurs cercles, plus ou moins intégrés, disons-le clairement. Cela nécessitera une modification des traités et une refonte des institutions. ■

smolar@lemonde.fr



Politique | Chronique

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

La fronde des libéraux

Certains scènes valent mieux qu'un long discours. Alain Madelin et Gérard Longuet réunis le 9 novembre au soir pour un dîner de la « galaxie libérale » sous la coupole du Printemps Haussmann à Paris et c'est comme si la politique faisait un grand bond en arrière. Comme si l'UMP n'avait jamais existé, comme si chacun à droite revenait à ses premières amours. Les libéraux se comptent, les libéraux veulent exister et cela va bien au-delà d'un simple coup de blues.

Lorsque Alain Madelin, qui se présente comme un retraité de la vie politique, affirme que la « *dilution* » des libéraux dans l'UMP a été une « *perte pour la politique française* », il dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Les libéraux en ont assez. Les libéraux caressent des rêves d'affranchissement. Comme d'ailleurs les centristes de l'ex-UDF.

En réalité, toute cette galaxie veut retourner au bercail. Elle s'estime desservie par les remaniements ministériels successifs qui ont promu les chiraquiens et favorisé l'entre-soi RPR. Elle se considère déshonorée par les débordements de la Droite populaire que Jean-François Copé a laissé prospérer lorsqu'il présidait le groupe UMP de l'Assemblée nationale. Elle pleure sur la recentralisation Sarkozy, qui est allée à rebours de la décentralisation Raffarin, elle vilipende « *l'hyperconcentration* » des pouvoirs, qui contrarie le sacro-saint principe de « subsidia-

rité », elle constate la « *faillite* » d'un Etat surendetté que le président n'est pas parvenu à faire maigrir. Elle est devenue le procureur implacable d'une action dans laquelle elle ne se reconnaît plus.

Tout cela est à relier au blues qui frappe la majorité à l'approche de la présidentielle. Ils sont bien peu dans les rangs de l'UMP à croire en la victoire de Nicolas Sarkozy en 2012, si bien que chacun prépare ses arrières, entretient sa boutique, dans l'espoir de peser dans la recomposition post-présidentielle.

L'UMP traverse l'une des plus graves crises de sa courte histoire

Dix ans après sa création, l'Union pour un mouvement populaire traverse l'une des plus graves crises de sa courte histoire. Elle a perdu toutes les élections depuis 2007 et ne fédère plus : « *Notre message politique s'est rétréci, crispé sur les questions d'immigration, de sécurité et d'identité nationale* », déplore le chiraquien Hervé Gaymard, qui avait été l'un des acteurs de la création de l'UMP. Que le procès ait lieu avant même l'échéance de 2012 en dit long sur la suite : que Nicolas Sarkozy gagne ou perde la présidentielle, l'UMP devra profondément changer son mode de fonctionnement si elle veut survivre. ■

fressoz@lemonde.fr